

Commune de SAINT-MELOIR DES ONDES

DEPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 10 MARS 2014 à 20 Heures

Présents : Monsieur **BERNARD René**, Maire – Madame **CASU Odile** Maire-Adjointe, Mrs **LABBE René**, **DUVAL Yvonnick**, **VUILLAUME Michel** Maires-Adjoints – Mmes **LEPAIGNEUL Virginie**, **VILLENEUVE Catherine**, **PERRIGAULT Chantal**, **MALOIZEL Madeleine** (arrivée en cours de séance), Conseillères Municipales, Mrs **LEMONNIER Philippe**, **JENOUVRIER Stéphane**, **LESAGE Samuel**, **BIOT Jean-Michel** Conseillers Municipaux.

Absents excusés :

Monsieur **BOULEUC Yves**, Adjoint, a donné pouvoir à Madame **MALOIZEL Madeleine**, Conseillère Municipale - Madame **MARTIN Brigitte**, Maire-Adjointe, a donné pouvoir à Monsieur **LABBE René**, Adjoint

Madame **LE SCORNET Sylvie**, Conseillère Municipale, a donné pouvoir à Madame **LEPAIGNEUL Virginie**, Conseillère Municipale

Madame **BREVAULT Chantal**, Conseillère Municipale, a donné pouvoir à Monsieur **DUVAL Yvonnick**, Maire-Adjoint

Monsieur **KERMARREC Gildas**, Conseiller Municipal, a donné pouvoir à Monsieur **BERNARD René**, Maire

Messieurs **DESRAIS Bruno**, **LESNE Loïc** et **PLIHON Sébastien**, Conseillers Municipaux.

Absent : Monsieur **VERDIER Jérôme**, Conseiller Municipal.

Secrétaire de séance : Monsieur **LEMONNIER Philippe**, Conseiller Municipal.

Procès-verbal de la séance du 3 Février 2014 : Aucune observation n'étant formulée, le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 3 Février 2014 est adopté à l'unanimité.

Avant de procéder à l'examen des dossiers, Monsieur René BERNARD, Maire, demande l'autorisation de rajouter une question non inscrite à l'ordre du jour. Il s'agit d'une demande de subvention présentée l'Union Mélorienne des Anciens Combattants pour l'achat d'un drapeau.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

POUR : 16 CONTRE : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal ÉMET un avis favorable à la présente demande. Ce dossier sera donc inscrit à l'ordre du jour et traité en fin de réunion.

Finances

Monsieur René BERNARD, Maire, remet la présidence de l'assemblée à Monsieur René LABBE, adjoint, pour le temps de l'examen et du vote des comptes administratifs et quitte la salle.

2014.025 – Approbation des comptes administratifs 2013

Monsieur Michel VUILLAUME, Adjoint aux finances, propose à Madame Elisabeth LECLERC, responsable des finances, de procéder à la présentation des différents comptes administratifs 2013.

Les membres de l'assemblée sont invités à approuver les comptes administratifs 2013, comme suit :

a – Commune

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	2 124 833.53 €	3 481 245.03 €
Déficit 2012	-	-
Recettes	3 175 794.21 €	1 837 843.81 €
Excédent 2012	350 000.00 €	1 400 538.15 €
Résultat 2013	+ 1 400 960.68 €	- 242 863.07 €

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

POUR : 16 CONTRE : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

APPROUVE le compte administratif 2013 de la Commune

b- Caisse des Ecoles

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	12 859.99 €	-
Déficit 2012	-	-
Recettes	14 300.00 €	-
Excédent 2012	3 078.65 €	108.40 €
Résultat 2013	+ 4 518.66 €	+ 108.40 €

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

POUR : 16 CONTRE : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

APPROUVE le compte administratif 2013 de la Caisse des Ecoles.

c- Restaurant Scolaire

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	192 166.17 €	-
Déficit 2012	néant	-
Recettes	197 823.54 €	-
Excédent 2012	6 422.24 €	-
Résultat 2013	+ 12 079.61 €	-

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

POUR : 16 CONTRE : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

APPROUVE le compte administratif 2013 du Restaurant Scolaire.

d – Camping

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	-	-
Recettes	-	-
Résultat 2013	-	-

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

POUR : 16 CONTRE : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

APPROUVE le compte administratif 2013 du Camping

e – Centre de santé

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	17 101.32 €	81 004.12 €
Déficit 2012	480.00 €	-
Recettes	24 785.13 €	48 040.00 €
Excédent 2012	-	32 326.70 €
Résultat 2013	+ 7 203.81 €	- 637.42 €

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

POUR : 16 CONTRE : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

APPROUVE le compte administratif 2013 du Centre de Santé.

e – Lotissement d'Habitation II

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	339 916.01 €	286 562.13 €
Déficit 2012	-	246 023.36 €
Recettes	547 562.16 €	246 023.26 €
Excédent 2012	300.00 €	-
Résultat 2013	+ 207 946.15 €	- 286 562.13 €

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

POUR : 16 CONTRE : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

APPROUVE le compte administratif 2013 du Lotissement d'Habitation II.

f - Assainissement

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	77 120.50 €	107 377.16 €
Déficit 2012	-	-
Recettes	198 848.00 €	166 231.85 €
Excédent 2012	-	214 354.84 €
Résultat 2013	+ 121 727.50 €	+ 273 209.53 €

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

POUR : 16 CONTRE : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,
APPROUVE le compte administratif 2013 de l'Assainissement

ANALYSE FINANCIERE : Monsieur Michel VUILLAUME, adjoint aux finances, présente à l'assemblée les données et ratios financiers du rapport ADELYCE.

Il indique que le fonds de roulement de la collectivité demeure significatif malgré le montant conséquent d'investissement réalisé sous le mandat, à savoir 12 200 000 euros.

Le niveau d'endettement reste également de niveau raisonnable eu égard au développement de la ville.

Il fait remarquer que si l'épargne nette est de niveau élevée au terme du mandat, on peut raisonnablement penser qu'il n'en sera plus de même sur les prochaines années, dans la mesure où les dépenses de fonctionnement de la ville sont appelées à s'accroître alors que les dotations de l'Etat vont connaître une baisse. Elle sera certainement de l'ordre de 750 000 euros plutôt que de 900 000 €.

Il invite l'assemblée à prendre connaissance de quelques ratios essentiels (*dépenses réelles de fonctionnement /population ; recettes réelles de fonctionnement /population ; encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement*). Il fait observer que ces indicateurs sont stables et dans une fourchette normale compte tenu de la strate démographique de la commune, mais que la commune ne sera certainement plus en capacité de réaliser un même volume d'investissement sur le mandat prochain.

Monsieur René BERNARD, Maire, reprend place au sein de l'assemblée.

Il remercie les membres du Conseil Municipal pour leur confiance. Il déclare que la collectivité a pu générer un investissement important grâce à une gestion rigoureuse de son budget de fonctionnement et que le recours à l'emprunt a ainsi été limité.

Il adresse ses vifs remerciements à Monsieur Michel VUILLAUME, adjoint aux finances, pour ses conseils avisés et son expertise qui ont permis à la collectivité d'effectuer les meilleurs arbitrages.

Il remercie par ailleurs Madame Catherine LE MENER, Directrice Générale des Services, et Madame Elizabeth LECLERCQ, responsable des finances, ainsi que l'ensemble des services qui ont contribué à l'élaboration de ces comptes administratifs.

Madame Madeleine MALOIZEL Conseillère Municipale, prend place au sein de l'assemblée.

2014.026 – Approbation des comptes de gestion 2013

Monsieur Michel VUILLAUME, Adjoint aux finances, précise que les comptes de gestion 2013 (*Commune, Caisse des Ecoles, Restaurant Scolaire, Camping, Centre de Santé, Assainissement et Lotissement d'Habitation II*), établis par la Trésorière Principale de Cancale, ont fait l'objet d'un contrôle de concordance avec les comptes administratifs de la collectivité et s'équilibrent au centime d'euro près avec ceux des comptes administratifs. Il soumet ces comptes de gestion à l'approbation de l'assemblée.

Entendu l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 18 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal , à l'unanimité des membres présents,

APPROUVE, à l'unanimité, les comptes de gestion 2013 (*Commune, Caisse des Ecoles, Restaurant Scolaire, Camping, Centre de Santé, Assainissement et Lotissement d'Habitation II*) de Madame La Trésorière Municipale.

2014.027 – Affectation des résultats 2013

Monsieur Michel VUILLAUME, Adjoint aux Finances, propose d'affecter comme suit les résultats des comptes administratifs précédemment votés :

a – Commune

Résultat de fonctionnement 2013	1 400 960,68 €
BP 2014 - Recettes d'investissement article 1068 - "Excédent de fonctionnement capitalisé"	1 050 960,68 €
BP 2014 - Recettes de fonctionnement article 002 - "Excédent de fonctionnement reporté"	350 000,00 €

b – Assainissement

Résultat de fonctionnement 2013	121 727,50 €
BP 2014 - Recettes d'investissement article 1068 - "Autres réserves"	121 727,50 €
BP 2014 - Recettes de fonctionnement article 002 - "Excédent de fonctionnement reporté"	-

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 18 CONTRE : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

APPROUVE, à l'unanimité, les affectations ci-dessus précitées

2014.028 – Garantie d'emprunt pour « Emeraude Habitation » - Le Clos Guillou

Monsieur Michel VUILLAUME, Adjoint aux finances, indique que dans le cadre de la construction de 16 maisons locatives sociales au «Clos Guillou », la société « Emeraude Habitation » sollicite la garantie de la commune pour un prêt PLAI de 93 213.00 € (*achat foncier*) , un prêt PLAI 181 639.00 € (*construction*), un prêt PLUS de 267 682.00 € (*achat foncier*) et un prêt PLUS de 671 346.00 € (*construction*) à souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

VU le rapport établi par la Caisse des Dépôts et Consignations

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

VU les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales

VU l'article 2298 du Code Civil

Vu le contrat de prêt n° 5639 en annexe signé entre EMERAUDE HABITATION ci-après emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Entendu l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 18 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

DÉCIDE

Article 1 - L'assemblée délibérante de la commune de SAINT-MELOIR des ONDES accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt n° 5639 dont le contrat joint en annexe lequel fait partie intégrante de la présente délibération

Souscrit par EMERAUDE HABITATION auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations

Selon les caractéristiques financières du prêt et aux charges et conditions du contrat en annexe.

Article 2 – La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 – Le Conseil s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

DIT que la présente délibération **ANNULE et REMPLACE** les délibérations n° 2013/116 du 4 Novembre 2013 et n° 2014/019 du 3 février 2014.

Observations : Monsieur JENOUVRIER, conseiller municipal, demande si Saint-Malo Agglomération s'est saisie du sujet. Monsieur le Maire répond que l'agglomération a convenu d'ouvrir dans le prochain mandat une réflexion sur les garanties d'emprunt sollicitées par les bailleurs sociaux auprès des collectivités. La question sera notamment posée pour les communes membres de plus de 3 500 habitants qui sont assujetties à la Loi SRU et qui ont une obligation de création de logements sociaux.

Monsieur le Maire précise que les investisseurs privés contribuent également à la construction de logements sociaux. A ce titre, ils sont astreints à un plafonnement de loyer pendant un certain nombre d'années et bénéficient de dégrèvement fiscaux dans le cadre de la loi Duflot. Par contre, au terme de la période d'encadrement du loyer, ces logements perdent leur caractère social et intègrent le parc classique des logements.

Travaux

2014.029 – Travaux de rénovation du complexe sportif – Rectification d'avenant – LOT 4 PHILMETAL

Monsieur René BERNARD, Maire, indique que dans sa séance du 13 janvier, le Conseil Municipal a adopté un avenant de 598.00 € (soit 715.21 € TTC) en faveur de l'entreprise GOBIN pour des travaux supplémentaires de création d'une cloison et d'un enduit ciment 2 faces.

La société GOBIN n'ayant que la qualité de sous-traitant, il y a lieu de rectifier l'avenant pour l'établir au nom du titulaire du marché, soit l'entreprise PHILMETAL (lot 4 : menuiserie métallique-maçonnerie)

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 18 CONTRE : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

ACCEPTE l'avenant au lot n° 4 (*menuiserie métallique - maçonnerie*) de l'entreprise PHILMETAL (*sise à Quédillac, Les chaumières de l'osier*) pour un montant 598.00 € HT (*soit 715.21 € TTC*) relatif à la création d'une cloison et d'un enduit ciment 2 faces ,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ledit avenant,

DIT que la présente délibération annule et remplace la délibération en date du 13 janvier 2014.

2014.030 – Complexe sportif – Engagement d'une consultation pour la rénovation de la toiture de la salle n° 2

Monsieur René BERNARD, Maire, indique que de nombreux désordres, notamment d'infiltrations d'eau, sont relevés sur la toiture de la salle 2 du complexe sportif.

Ces incidents sont devenus récurrents, particulièrement cet hiver en raison de la forte pluviométrie, et nuisent à la bonne tenue des activités dans cette salle. En conséquence, il serait souhaitable d'envisager rapidement une rénovation de cette toiture.

Monsieur le Maire indique que pour établir le dossier de consultation des entreprises, la commune devra préalablement faire établir un diagnostic Amiante par un organisme agréé. Une procédure de consultation sous la forme adaptée pourrait ensuite être menée, ce qui permettrait au conseil municipal de retenir l'entreprise chargée de la rénovation lors de sa séance du 2 juin prochain.

Compte tenu des délais nécessaires à l'entreprise pour obtenir la validation de son plan de désamiantage, une exécution des travaux pourrait alors intervenir entre le 25 août et le 15 septembre 2014.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 18 CONTRE : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

DECLARE qu'il convient de procéder à la rénovation de la toiture de la salle 2 du complexe sportif,

AUTORISE Monsieur le Maire à engager une consultation d'entreprises sous la forme d'une procédure adaptée,

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches et désignations utiles pour mettre au point le dossier de consultation d'entreprises.

2014.031 – Contrat de balayage – Engagement d'une consultation d'entreprises

Monsieur René BERNARD, Maire, indique que le contrat de prestation de balayage de voirie dont bénéficiait la collectivité a expiré le 31 décembre 2013.

Il présente le cahier des charges qui définit les nouveaux besoins en matière de balayage :

- Lot 1 : balayage des voiries (*passage systématique dans le bourg, passage dans une zone de lotissement et passage périodique dans les hameaux*)
- Lot 2 : balayage des parvis et trottoirs du bourg (*et sur demande dans d'autres secteurs du centre-bourg : rue de la Gare, vallée verte....*)

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 18 CONTRE : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

ACCEPTE le document de consultation des entreprises défini pour la prestation de balayage, tel que présenté ci-dessus,

AUTORISE Monsieur le Maire à engager une consultation d'entreprises selon une procédure adaptée.

2014.032 – Convention d’occupation du domaine public avec la société ORANGE

Monsieur René BERNARD, Maire, indique que

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l’article L 2121-29,

VU le code des postes et des communications électroniques et notamment l’article L 47,

VU le décret n° 2055-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances d’occupation du domaine public, 10/17 ?

Vu le courrier de demande de l’entreprise ORANGE concernant la reconduction de sa permission de voirie à compter du 18 Mars 2013.

Considérant que l’occupation du domaine public routier par des opérateurs de télécommunications donne lieu au versement d’une redevance en fonction de la durée de l’occupation, de la valeur locative et des avantages qu’en tire le permissionnaire,

Il est proposé au Conseil Municipal d’appliquer les tarifs maxima prévus par le décret précité :

Pour la redevance d’occupation du domaine public routier due par des opérateurs de télécommunications, à savoir :

- 40 € par kilomètre et par artère pour les installations souterraines
- 53.33 € par kilomètre et par artère pour les installations aériennes
- 26.66 € par m² au sol pour les installations autres que les stations radioélectriques (cabines téléphoniques uniquement).

Pour la redevance d’occupation du domaine public non routier communal due par des opérateurs de télécommunications, à savoir :

- 1 333.19 € par kilomètre et par artère pour les installations souterraines et aériennes,
- 866.57 e le m² au sol pour les autres installations (hors antennes relais de téléphone mobile).

Sachant qu’une artère correspond à un fourreau contenant ou non des câbles (ou un câble en pleine terre) en souterrain et à l’ensemble des câbles tirés entre deux supports en aérien.

Entendu l’exposé ci-dessus et après en avoir délibéré

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 18 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l’unanimité des membres présents

DÉCIDE de revaloriser chaque année ces montants en fonction de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l’index général relatif aux travaux publics, conformément à l’article R.20-53 du code des postes et communications électroniques.

DÉCIDE d’inscrire annuellement cette recette au compte 70323.

CHARGE Monsieur le Maire du recouvrement de ces redevances en établissant annuellement un état déclaratif ainsi qu’un titre de recettes,

D’ÉTABLIR l’arrêté de permission de voirie à l’entreprise ORANGE pour une durée de 15 ans à compter du 18 mars 2013 soit jusqu’au 18 mars 2028.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l’ensemble des actes administratifs et financiers relatif à cette redevance d’occupation du domaine public.

Personnel Communal

2014.033 – Mise à jour du tableau des effectifs communaux

Monsieur René BERNARD, Maire, présente aux membres du Conseil Municipal le tableau des emplois communaux et rappelle que conformément à l’article de la Loi du 25 Janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés et supprimés par l’organe délibérant de la Collectivité.

Considérant les mouvements qui ont affecté les carrières du personnel (*avancements de grade, promotion interne,...*), il propose de procéder aux modifications nécessaires et de ne conserver au tableau que les emplois effectivement pourvus :

Services Administratifs

- . Suppression du poste d'attaché territorial, à temps complet
- . Suppression du poste de secrétaire de mairie, à temps complet
- . Suppression du poste d'agent d'entretien, auxiliaire, à raison de 3h/jour

Service Equipement Municipal

- . Création du poste de technicien, à temps complet au 1^{er} Mars 2014
- . Suppression du poste d'agent de maîtrise
- . Suppression du poste d'auxiliaire de vie scolaire contractuel horaire

Entendu l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 18 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents

APPROUVE, le tableau des emplois communaux mis à jour le 10 mars 2014, tel que présenté ci-après :

GRADE	CAT	STATUT	NB	TPS D'EMPLOI	POURVU NON POURVU	OBSERVATIONS - MODIFICATIONS
SERVICES ADMINISTRATIFS						
Attaché Territorial Principal	A	Titulaire	1	TC	POURVU	
Rédacteur Principal de 1ère Classe	B	Titulaire	1	TC	POURVU	
Rédacteur Principal de 2ème Classe	B	Titulaire	1	TC	POURVU	
Adjoint Adm.Principal 1ère Classe	C	Titulaire	1	TC	POURVU	(tps partiel 4/5 jusqu'au 30/6/13) Disponibilité
Adjoint Administratif 1ère classe	C	Titulaire	1	TC	POURVU	
Adjoint Administratif 2ème classe	C	Titulaire	1	25,50 / 35 ème	POURVU	
Adjoint Administratif 2ème classe	C	Titulaire	1	TC	POURVU	
SERVICES TECHNIQUES						
Ingénieur	A	Titulaire	1	TC	POURVU	
Agent de Maitrise Principal	C	Titulaire	1	TC	POURVU	
Adjoint Tech.principal 2ème Classe	C	Titulaire	2	TC	POURVUS	
Adjoints Techniques 1ère Classe	C	Titulaires	1	TC	POURVU	
Adjoints Techniques 2ème classe	C	Titulaires	3	TC	3 POURVUS	
Adjoint Technique 2ème classe	C	Contractuel	1	Horaire	POURVU	Entretien Salle Fêtes + Horizons
ECOLE						
et EQUIPEMENT MUNICIPAL						
ATSEM Principal 2ème Classe	C	Titulaire	1	26,17 / 35 ème	POURVU	
ATSEM 1ère Classe	C	Stagiaire	1	27,80/35ème	POURVU	
ATSEM 1ère Classe	C	Titulaire	1	26,17/35ème	POURVU	
Technicien	B	Titulaire	1	TC	POURVU	Création au 01/01/2014 Promotion Interne
Adjoint Tech.Pal 2ème classe	C	Titulaire	1	TC	POURVU	
Adjoint Tech.Pal 2ème classe	C	Titulaire	1	27,62 / 35 ème	POURVU	
Adjoint Technique 2ème classe	C	Titulaire	1	14,94 / 35 ème	POURVU	
Adjoint Technique 2ème classe	C	Titulaire	1	21,35 / 35 ème	POURVU	Disponibilité à c/ du 5/3/2007
Adjoint Technique 2ème classe	C	Titulaire	1	25,30 / 35 ème	POURVU	
Adjoint Technique 2ème classe	C	Contractuels	5**	Horaires	POURVUS	Remplacts + sureffectifs Eq.Mal + Vacance emploi

Madame Virginie LEPAIGNEUL et Monsieur Stéphane JENOUVRIER, conseillers municipaux, pensent qu'il serait souhaitable que les élus disposent d'un organigramme des services la collectivité.

Monsieur René BERNARD, Maire, indique que ce document sera transmis aux conseillers municipaux avec le présent procès-verbal.

Urbanisme

2014.034 – Cession foncière au profit des époux MALOIZEL- parcelle Q 274 (lieu-dit « Le Ménage »)

Monsieur René LABBE, Adjoint, indique que dans le cadre d'une régularisation de donation partage, Maître JANVIER, Notaire à Saint-Méloir des Ondes, a noté que la parcelle cadastrée section Q n° 274 (70 m²) qui supporte le hangar de M. et Mme Pierre MALOIZEL (*domiciliés 23, rue du Télégraphe*) est une propriété communale.

Saisi d'une demande de régularisation par les intéressés, Monsieur le Maire indique que la ville a demandé au service des Domaines de procéder à l'estimation de la parcelle communale concernée (Q n° 274).

M. et Mme MALOIZEL ayant accepté les conditions financières établies par le service de Domaines, soit un prix d'achat de 1 400 euros, il est proposé aux membres de l'assemblée de consentir à cette cession.

Entendu l'exposé ci-dessus,

VU l'estimation du service des Domaines et après en avoir délibéré

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 18 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

ACCEPTE de vendre à M et Mme Pierre MALOIZEL (*domiciliés 23 rue du Télégraphe – 35350 St-Méloir des Ondes*) la parcelle communale cadastrée Q n° 274,

DIT que cette cession est consentie au prix de 1 400 euros,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte notarié à intervenir qui sera établi par Maître Janvier, notaire à Saint-Méloir des Ondes,

DIT que les tous les frais inhérents à cette cession seront supportés par les acquéreurs.

2014.035 – Aménagement d'un giratoire en centre bourg – Acquisition foncière (parcelle T 1192)

Monsieur René LABBE, Adjoint, indique que dans le cadre de l'aménagement du giratoire de la Place du Souvenir, il a été nécessaire de prévoir l'acquisition d'une emprise foncière de 103 m² (*parcelle T n° 1192*) sur la propriété de la SCI Nouvel Horizon.

Une opération de bornage a été réalisée afin de fixer les nouvelles limites du domaine public et les limites avec la propriété riveraine (T n° 268).

Au vu du procès-verbal de bornage, il propose aux membres du Conseil Municipal de valider l'accord intervenu avec la SCI Nouvel Horizon qui prévoit les contreparties suivantes à la charge de la Commune : aménagement de l'aire de stationnement et édification d'une clôture en limite de la propriété riveraine T 268.

Entendu l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 18 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

DECIDE d'acquérir une emprise de 103m², cadastrée T 1192, auprès de la société S.C.I. NOUVEL HORIZON moyennant les contreparties suivantes à charge de la commune : *aménagement de l'aire de stationnement et édification d'une clôture en limite de la propriété riveraine T 268*,

CONFIE à Maître Janvier, notaire à Saint-Méloir des Ondes, la rédaction de l'acte notarié, lequel sera dressé au vu du bornage définitif,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte à intervenir et tous les documents afférents à cette affaire.

Observations :

- Mme LEPAIGNEUL, conseillère municipale, estime que la signalisation routière pourrait être améliorée au niveau du rond-point de la place du Souvenir, par la pose d'un fléchage « Autre directions ». Monsieur le Maire répond qu'il y aurait lieu de trouver un emplacement pour un panneau de pré-signalisation du giratoire qui annoncerait les différents directions.
- Monsieur LEMONNIER, conseiller municipal, demande ce qu'il advient du parking du CMB dont l'accès avait été condamné à un moment. Monsieur le Maire indique que son accès est ouvert aux usagers en journée. Il annonce par ailleurs que la pharmacie aménagera prochainement son propre parking.

Affaires Scolaires

Réforme des rythmes scolaires – point d'étape

Monsieur le Maire invite Mme CASU, adjointe aux affaires scolaires, à rendre compte aux membres de l'assemblée des travaux préparatoires et contacts pris pour mettre au point le projet périscolaire. Il précise qu'à ce stade, il s'agit d'un simple « porter à connaissance » qui n'appelle pas à délibération.

Madame CASU rappelle la démarche adoptée, à savoir les appels qui ont été menés, par le biais du journal municipal, à direction du monde associatif et de toutes personnes intéressées pour encadrer un atelier ou une activité sur le temps périscolaire.

Mme CASU explique que Madame Chantal PERRIGAULT, conseillère municipale, et elle-même ont reçu un certain nombre de bénévoles et de partenaires susceptibles de prendre part au projet.

A la suite de ces échanges, une simulation de planning d'activités variées (*aide aux devoirs, atelier d'écriture, sport, musique, danse bretonne, arts plastiques, escrime...*) a été mis au point à l'aide de Mme Aurélie BAUER (SIAJE), à destination des enfants du primaire, tant pour l'école publique (7 intervenants) que pour l'école privée (9 intervenants).

Le projet demeure encore au stade de l'ébauche et demande à être affiné. Toutefois, un premier chiffrage permet de vérifier que son coût se situe dans la fourchette annoncée par l'Etat, à savoir un coût de 150 euros par enfant.

Madame CASU ajoute qu'il conviendra de définir si la collectivité souhaite obtenir un agrément de la CAF pour son projet, ce qui lui permettrait d'obtenir un financement complémentaire mais engendrerait aussi des rigidités, notamment en termes d'encadrement des activités.

Monsieur le Maire remercie Mmes CASU et PERRIGAULT pour le gros travail réalisé sur ce dossier. Il rappelle que la volonté du conseil municipal est de proposer aux enfants des prestations de qualité et un même niveau de service pour tous.

Il précise que le projet périscolaire est de la compétence communale, l'appui du SIAJE étant toutefois sollicité en matière d'encadrement et de coordination des plannings d'activités.

Monsieur René LABBE, adjoint, souhaite que la collectivité prenne des renseignements auprès de son assureur pour savoir si les interventions des bénévoles font bien partie des responsabilités couvertes.

2014.036 – Union Mélorienne des Anciens Combattants – Subvention exceptionnelle pour l'achat d'un drapeau

Madame Odile CASU, Adjointe, donne lecture de la lettre du Président de l'Union Mélorienne des Anciens Combattants par laquelle l'association sollicite une subvention pour l'achat d'un drapeau. L'association souhaite acquérir pour le 8 mai prochain, auprès de l'atelier LEMEE (Saint-Grégoire-35), un nouveau drapeau marqué « Soldats de France » au prix de 1335.60 € TTC.

Après discussion et compte tenu des documents financiers fournis à l'appui de la demande, il est proposé d'accorder à l'association une subvention de 50 % du montant total, soit 667.80 € arrondi à 668.00 euros.

Entendu l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 18 Contre : 0 Abstention : 0

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

DÉCIDE d'accorder une subvention exceptionnelle à l'Union Mélorienne des Anciens Combattants pour l'acquisition d'un drapeau marqué « Soldats de France »,

DIT que ladite subvention sera d'un montant de 668.00 €,

CHARGE Monsieur le Maire de procéder au versement de celle-ci.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les associations locales vont prochainement être invitées à transmettre leur demande de subvention de fonctionnement annuelle à la mairie. A cette occasion, et pour faciliter le travail d'analyse de la commission, un nouveau modèle d'imprimé de demande sera mis au point dans lequel devront figurer les résultats du dernier bilan ainsi que les réserves de l'association.

Informations

Monsieur le Maire informe l'assemblée que par délibération du 4 septembre 1995, la médaille de la commune est accordée aux conseillers municipaux à l'issue de leur mandat.

Il propose qu'à l'avenir, la médaille communale soit accordée aux conseillers municipaux sortants qui ont siégé régulièrement en séance au cours de leur mandat et qui ne se présentent plus aux suffrages de leurs concitoyens.

Monsieur le Maire remercie Madame Brigitte MARTIN, adjointe, Messieurs Jean-Michel BIOT et Bruno DESRAIS, conseillers municipaux, pour le travail accompli au service de la commune sur le mandat écoulé et propose que leur soit remise à tous trois la médaille de la commune.

Après en avoir délibéré et suite à un vote dont les résultats sont les suivants :

POUR : 17 Contre : 0 Abstention : 1

Le Conseil Municipal **SE DECLARE** favorable à la proposition telle que présentée ci-dessus.

Monsieur Jean-Michel BIOT, conseiller municipal, remercie chaleureusement l'assemblée pour cette distinction et se déclare heureux d'avoir accompli ce mandat électif au service de la collectivité.

Allocution de Monsieur René BERNARD, Maire : « Cette séance de conseil municipal était la dernière de notre mandature. Notre mandat aura été très riche en réalisations. L'aménagement du centre bourg en restera le point d'orgue. Je veux profiter de ce moment pour dire à chacune et chacun de vous qui m'avez accompagné durant ces six années, que ces résultats sont le fruit de vos compétences partagées, mises au service de notre commune, et de votre volonté à rester une équipe soudée à l'écoute de tous. Je veux également associer les services communaux pour leur adhésion et leur participation. Nous avons vécu ensemble une superbe aventure. Je veux vous en remercier tous très sincèrement. »

La séance est levée à 22 h55.

Saint-Méloir des Ondes, le 10 Mars 2014

Le Secrétaire de séance
Philippe LEMONNIER

Le Maire
René BERNARD